

h) diplôme ou certificat de fin d'études, brevet ou attestation d'études de la sixième année de l'enseignement artistique ou professionnel secondaire supérieur de plein exercice, délivré par un établissement créé, subventionné ou agréé par l'Etat;

i) brevet ou certificat de fin d'études délivré à l'issue du cycle supérieur d'une section professionnelle d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou agréé par l'Etat et classé dans l'une des catégories A4, C3, C2, C5;

j) diplôme, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes, par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou agréé par l'Etat;

k) diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B2, créé, subventionné ou agréé par l'Etat et exigeant lors de l'admission un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé;

l) diplôme de fin d'études, certificat d'études ou attestation de fréquentation avec fruit de la sixième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice, délivré par un établissement créé, subventionné ou agréé par l'Etat ou par l'une des Communautés;

m) diplôme de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale d'un établissement d'enseignement, créé, subventionné ou agréé par l'Etat ou par une des Communautés, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes.

4° Les diplômes et certificats suivants donnent également accès aux fonctions auprès des communes et des provinces :

a) les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études, visés dans la présente liste;

b) les diplômes et certificats de l'enseignement supérieur de plein exercice obtenus selon un régime étranger qui, en application de la procédure en matière d'équivalence, prescrite par le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes d'un grade académique flamand, visés dans la présente liste;

c) les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2011 relatif à l'enseignement XXI, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études visés dans la présente liste.

5° Par dérogation au point 4°, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles s'appliquent également à l'accès à une profession réglementée auprès des communes et provinces.

Afin de connaître la valeur des titres présentés, l'autorité de désignation soumet les titres pour avis aux autorités compétentes pour leur agrément.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 février 2013 fixant la liste des diplômes ou certificats reconnus par niveau, en exécution de l'article 11, § 2, alinéa deux, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 décembre 2007 portant les conditions minimales pour le cadre organique, le statut et le régime de mandats du personnel communal et du personnel provincial, et portant quelques dispositions relatives au statut du secrétaire et du receveur des centres publics d'aide sociale.

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,  
G. BOURGEOIS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29165]

#### 24 JANVIER 2013. — Décret portant création de la fonction de logisticien de recherche au sein des universités en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>.** — *Modifications de l'arrêté royal du 31 octobre 1953  
fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat, après les termes « conservateur-agrégé » sont ajoutés les termes « logisticien de recherche, premier logisticien de recherche, logisticien de recherche principal, logisticien de recherche en chef, directeur logisticien de recherche. ».

**Art. 2.** A l'article 5 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Le rang A comprend les grades d'assistant, de premier assistant, de bibliothécaire, de logisticien de recherche et de premier logisticien de recherche. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Le rang B comprend les grades de chef de travaux, de répétiteur, de conservateur et de logisticien de recherche principal. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante : « Le rang C comprend les grades d'agrégué de faculté, de conservateur-agrégé, de logisticien de recherche en chef et de directeur logisticien de recherche. ».

**Art. 3.** Dans le chapitre II de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, le titre de la section première est remplacé comme suit : « Section première – Assistant, premier assistant, bibliothécaire, logisticien de recherche et premier logisticien de recherche ».

**Art. 4.** Dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, il est ajouté un article 10bis rédigé comme suit :

« Article 10bis. Sur proposition conforme du conseil d'administration, les membres du personnel scientifique qui comptent quatre ans d'ancienneté scientifique au moins peuvent être nommés à titre définitif par le Gouvernement de la Communauté française au grade de logisticien de recherche.

Ils sont chargés de la mise en œuvre des projets de recherche dont, notamment, le conseil, la supervision et le contrôle du déroulement des activités et des expériences scientifiques et s'occupent de la maintenance et de l'utilisation de matériel scientifique pointu. »

**Art. 5.** A l'article 11 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, un 3° est ajouté, libellé comme suit :

« soit de premier logisticien de recherche. »

2° l'article 11 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Sur proposition conforme du conseil d'administration, peuvent être également promus par le Gouvernement de la Communauté française au grade de premier logisticien de recherche, les logisticiens de recherche qui ne sont pas porteurs du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation mais qui comptent au moins quatre années d'ancienneté scientifique au grade de logisticien de recherche.

Les premiers logisticiens sont chargés des missions visées à l'article 10bis, alinéa 2. ».

**Art. 6.** Dans le chapitre II de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, le titre de la section II est remplacé comme suit :

« Section II. – Chef de travaux, répétiteur, conservateur et logisticien de recherche principal »

**Art. 7.** Dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, il est ajouté un article 15ter, libellé comme suit :

« Article 15ter. Sur proposition conforme du conseil d'administration, le Gouvernement de la Communauté française peut nommer des logisticiens de recherche principaux. Les logisticiens de recherche principaux sont adjoints aux promoteurs des projets scientifiques au sein de leur institution.

Outre les missions visées à l'article 10bis, alinéa 2, les logisticiens de recherche principaux sont chargés, sous l'autorité d'un responsable académique, d'un directeur de recherche ou d'un directeur-docteur, de l'initiation, du suivi, de la coordination des activités de recherche en ce compris la recherche des financements et des partenariats de recherche ainsi que du management des équipes administratives et techniques. Ils gèrent la valorisation scientifique et la diffusion des résultats de recherche ainsi que la valorisation des investissements financiers liés à ces recherches.

Les logisticiens de recherche principaux doivent :

1° compter au moins quatre années d'ancienneté au grade de premier logisticien de recherche;

2° être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation ou de justifier, dans la discipline de la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat par les autorités académiques de l'université.

Dans les circonstances exceptionnelles appréciées par le Conseil de la Recherche de l'Université, sur proposition motivée du conseil d'administration, il peut être dérogé à la condition visée à l'alinéa 3 en vue d'effectuer le recrutement et la nomination d'emblée de personne pouvant justifier d'une expérience comparable de gestion de projets de recherche et développement au grade de logisticien de recherche principal. ».

**Art. 8.** L'article 16 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. Les répétiteurs, les chefs de travaux, les conservateurs et les logisticiens de recherche principaux sont nommés à titre définitif. ».

**Art. 9.** Dans le chapitre II de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, le titre de la section III est remplacé comme suit :

Section III. — Agrégé de faculté, conservateur-agrégé,  
logisticien de recherche en chef et directeur logisticien de recherche »

**Art. 10.** Dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité, est ajouté un article 18ter, rédigé comme suit :

« Article 18ter. Les logisticiens de recherche principaux peuvent être promus au grade de logisticiens de recherche en chef s'ils répondent aux conditions suivantes :

1° compter au moins quatre années d'ancienneté au grade de logisticien de recherche principal;

2° être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation ou de justifier, dans la discipline de la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat par les autorités académiques de l'université.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des membres du personnel scientifique nommés à titre définitif peuvent être promus au grade de logisticiens de recherche en chef s'ils comptent au moins huit années d'ancienneté scientifique en exerçant des missions comparables à celles de premier logisticien de recherche ou de logisticien de recherche principal.

Les logisticiens de recherche en chef peuvent être promus au grade de directeurs logisticien de recherche s'ils comptent au moins quatre années d'ancienneté au grade de logisticien de recherche en chef.

Outre les missions visées à l'article 15ter, alinéa 2, les logisticiens de recherche en chef et les directeurs logisticien de recherche sont également chargés de la participation à la formation à la recherche. ».

**Art. 11.** L'article 19 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. Les agrégés de faculté, les conservateurs-agrégés, les logisticiens de recherche en chef et les directeurs logisticien de recherche sont nommés à titre définitif. ».

**Art. 12.** L'annexe de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité est remplacée par l'annexe au présent décret.

**TITRE II. — Modifications du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques**

**Art. 13.** L'article 4 du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. – La carrière du personnel visé à l'article 2 comporte cinq niveaux :

- 1° niveau A : assistant de recherche, logisticien de recherche;
- 2° niveau B : chargé de recherche, premier logisticien de recherche;
- 3° niveau C : chercheur qualifié, logisticien de recherche principal;
- 4° niveau D : maître de recherche, logisticien de recherche en chef;
- 5° niveau E : directeur de recherche, directeur logisticien de recherche. ».

**Art. 14.** L'article 10 du décret du 19 juillet 1991 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« La qualification de logisticien de recherche (niveau A) peut être reconnue à toute personne visée à l'article 2 qui compte quatre années d'ancienneté scientifique au moins.

Le logisticien de recherche est chargé de la mise en œuvre des projets de recherche dont, notamment, le conseil, la supervision et le contrôle du déroulement des activités et des expériences scientifiques et s'occupent de la maintenance et de l'utilisation de matériel scientifique pointu. »

**Art. 15.** L'article 11 du décret du 19 juillet 1991 précité est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« La qualification de premier logisticien de recherche (niveau B) peut être reconnue à toute personne porteuse de la qualification de logisticien de recherche depuis au moins quatre ans ou toute personne titulaire d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse. Il est chargé des missions visées à l'article 10, alinéa 3. ».

**Art. 16.** L'article 12 du décret du 19 juillet 1991 précité est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« La qualification de logisticien de recherche principal (niveau C) peut être reconnue à toute personne porteuse de la qualification de premier logisticien de recherche depuis au moins quatre ans et titulaire d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse. ».

**Art. 17.** L'article 13 du décret du 19 juillet 1991 précité est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« La qualification de logisticien de recherche en chef (niveau D) peut être reconnue à toute personne porteuse de la qualification de logisticien de recherche principal depuis au moins quatre ans. ».

**Art. 18.** L'article 15 du décret du 19 juillet 1991 précité est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« La qualification de logisticien de recherche directeur (niveau E) peut être reconnue à toute personne porteuse de la qualification de logisticien de recherche en chef depuis au moins quatre ans. ».

**Art. 19.** L'article 16 du décret du 19 juillet 1991 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. Les qualifications de chargé de recherche, de chercheur qualifié, de maître de recherche, de directeur de recherche, de premier logisticien, de logisticien de recherche principal, de logisticien de recherche en chef et de directeur logisticien de recherche sont reconnues pour une durée indéterminée. ».

**TITRE III. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 portant exécution du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques**

**Art. 20.** A l'article 13 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 portant exécution du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au point 1 b), sont ajoutés les mots « , pour le logisticien de recherche »;
- 2° au point 2, sont ajoutés les mots « , premier logisticien de recherche : »;
- 3° au point 3, sont ajoutés les mots « , logisticien de recherche principal : »;
- 4° au point 4, sont ajoutés les mots « , logisticien de recherche en chef : »;
- 5° au point 5, sont ajoutés les mots « , directeur logisticien de recherche : ».

**TITRE IV. — Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires**

**Art. 21.** A l'article 40, § 2 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, entre les alinéas 2 et 3 est inséré un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« le nombre total d'emplois de logisticiens de recherche et de premiers logisticiens de recherche qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse ne peut dépasser vingt-cinq pour cent du nombre total de ces emplois. »

**TITRE V. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur**

**Art. 22.** A titre transitoire, les membres du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités qui, à la date d'entrée en vigueur, exercent des missions comparables à celles visées à l'article 10*bis*, alinéa 2 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité peuvent être nommés à titre définitif au grade de logisticien de recherche.

Au moment de leur nomination, les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent :

- 1° soit justifier d'au moins quatre années d'ancienneté scientifique;
- 2° soit être porteur d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation;
- 3° soit avoir exercé pendant quatre années les missions visées à l'article 10*bis*, alinéa 2 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité.

**Art. 23.** A titre transitoire, la condition visée à l'article 15<sup>ter</sup>, alinéa 3, 1° de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 précité n'est pas applicable aux membres du personnel visés à l'article 22 du présent décret et satisfaisant aux conditions de nomination fixées dans cet article 22.

**Art. 24.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

ANNEXE

Classement des grades du personnel scientifique  
conformément à l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat

Rangs et grades prévus par l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire	Classement des grades du personnel scientifique des universités de l'Etat
<b>RANG A</b>	
Attaché	Assistant (porteur du diplôme de licencié, docteur en droit ou pharmacien)
Assistant	Assistant, logisticien de recherche
Premier assistant	Premier assistant Bibliothécaire Premier logisticien de recherche
<b>RANG B</b>	
Chef de travaux	Chef de travaux Répétiteur Conservateur Logisticien de recherche principal
<b>RANG C</b>	
Chef de travaux-agrégé	Agrégé de faculté Conservateur-agrégé, Logisticien de recherche en chef Directeur logisticien de recherche

Vu pour être annexée au décret du 24 janvier 2013 portant création de la fonction de logisticien de recherche au sein des universités en Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 janvier 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-D. SIMONET

Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 444-1. – Amendement de commission, n° 444-2 - Rapport, n° 444-3.  
Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 23 janvier 2013.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29165]

**24 JANUARI 2013. — Decreet houdende oprichting  
van het ambt van onderzoekslogistiek binnen de universiteiten in de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling  
van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten**

**Artikel 1.** In artikel 4, eerste lid van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, worden, na de woorden « conservator-geaggregeerde », de woorden « onderzoekslogistiek, eerste onderzoekslogistiek, eersaanwezend onderzoekslogistiek, hoofdonderzoekslogistiek, directeur-onderzoekslogistiek, toegevoegd. ».

**Art. 2.** In artikel 5 van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen : « Rang A omvat de graden van assistent, eerste assistent, bibliothecaris, onderzoekslogistiek en eerste onderzoekslogistiek. »;

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : « Rang B omvat de graden van werkleider, repetitor, conservator en eersaanwezend onderzoekslogistiek. »;

3° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : « Rang C omvat de graden van faculteitsgeaggregeerde, conservator-geaggregeerde, hoofdonderzoekslogistiek en directeur-onderzoekslogistiek. ».

**Art. 3.** In hoofdstuk II van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt de titel van de eerste afdeling vervangen als volgt : « Eerste afdeling – Assistent, eerste assistent, bibliothecaris, onderzoekslogistiek en eerste onderzoekslogistiek ».

**Art. 4.** In het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt een artikel 10*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10*bis*. Op eensluidend voorstel van de raad van bestuur kunnen de leden van het wetenschappelijk personeel die minstens vier jaar wetenschappelijke anciënniteit tellen door de Regering van de Franse Gemeenschap in de graad van onderzoekslogistiek in vast verband genoemd worden.

Ze worden belast met het implementeren van onderzoeksontwerpen waaronder, namelijk, de raadgeving bij, de supervisie van en het toezicht op het verloop van de wetenschappelijke activiteiten en experimenten en zorgen voor het behoud en het gebruik van spitwetenschappelijk materieel. ».

**Art. 5.** In artikel 11 van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt : « ofwel van eerste onderzoekslogistiek »

2° artikel 11 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Op eensluidend voorstel van de raad van bestuur kunnen ook door de Regering van de Franse Gemeenschap tot de graad van eerste onderzoekslogistiek bevorderd worden de onderzoekslogistiek die niet houder zijn van het diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een dissertatie maar die minstens vier jaar wetenschappelijke anciënniteit in de graad van onderzoekslogistiek tellen.

De eerste logistiekers worden belast met de opdrachten bepaald bij artikel 10*bis*, tweede lid. ».

**Art. 6.** In hoofdstuk II van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt de titel van afdeling II vervangen als volgt : « Afdeling II – Werkleider, repetitor, conservator en eersaanwezend onderzoekslogistiek ».

**Art. 7.** In het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt een artikel 15*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 15*ter*. Op eensluidend voorstel van de raad van bestuur kan de Regering van de Franse Gemeenschap eersaanwezende onderzoekslogistiekers benoemen. De eersaanwezende onderzoekslogistiekers worden toegevoegd aan de promotors van wetenschappelijke ontwerpen binnen hun instelling.

Naast de opdrachten bedoeld bij artikel 10*bis*, tweede lid, worden de eersaanwezende onderzoekslogistiekers, onder de overheid van een academische verantwoordelijke, van een onderzoeksdirecteur of een docteur-directeur, belast met de initiatie, de follow-up, de coördinatie van de onderzoeksactiviteiten met inbegrip van het zoeken naar financiering en partnerschappen inzake onderzoek alsook het beheer van administratieve en technische teams. Ze beheren de wetenschappelijke valorisatie en de verspreiding van de onderzoeksresultaten alsook de valorisatie van financiële investeringen in verband met die onderzoeksactiviteiten.

De eersaanwezend onderzoekslogistiekers moeten :

1° minstens vier jaar anciënniteit tellen in de graad van eerste onderzoekslogistiek;

2° houder zijn van een diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een dissertatie of het verantwoorden, in het vak van het ambt, met wetenschappelijk werk dat gelijkgesteld wordt met een dissertatie van doctor door de academische overheid van de universiteit.

In de uitzonderlijke omstandigheden bepaald door de Onderzoeksraad van de Universiteit, op het met redenen omklede voorstel van de raad van bestuur, kan van de voorwaarde bedoeld bij het derde lid afgeweken worden in verband met het aanwerven en de onmiddellijke benoeming van een persoon die over een ervaring beschikt die gelijkgesteld kan worden met het beheer van onderzoeks- en ontwikkelingsontwerpen in de graad van eersaanwezend onderzoekslogistiek. ».

**Art. 8.** Artikel 16 van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 16. Repetitors, werkleiders, conservators en eersaanwezende onderzoekslogistiekers worden in vast verband benoemd. ».

**Art. 9.** In hoofdstuk II van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953, wordt de titel van de afdeling III vervangen als volgt: « Afdeling III – Faculteitsgeaggregeerde, conservator-geaggregeerde, hoofdonderzoekslogistiek en directeur-onderzoekslogistiek ».

**Art. 10.** In het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt een artikel 18<sup>ter</sup> toegevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 18<sup>ter</sup>. De eersaanzewende onderzoekslogistiek kunnen tot de graad van hoofdonderzoekslogistiek bevorderd worden als ze aan de volgende criteria voldoen:

1° minstens vier jaar anciënniteit tellen in de graad van eersaanzewend onderzoekslogistiek;

2° houder zijn van een diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een dissertatie of het verwezenlijken, in het vak van het ambt, van wetenschappelijk werk dat gelijkgesteld wordt met een dissertatie van doctor door de academische overheid van de universiteit.

In afwijking van het eerste lid, 1°, kunnen leden van het wetenschappelijk personeel die in vast verband benoemd worden tot de graad van hoofdonderzoekslogistiek als ze minstens acht jaar wetenschappelijke anciënniteit tellen voor opdrachten die gelijkgesteld kunnen worden met deze van eerste onderzoekslogistiek of eersaanzewend onderzoekslogistiek, bevorderd worden.

De hoofdonderzoekslogistiek kunnen tot de graad van directeur-onderzoekslogistiek bevorderd worden indien ze minstens vier jaar anciënniteit tellen in de graad van hoofdonderzoekslogistiek.

Naast de opdrachten bedoeld bij artikel 15<sup>ter</sup>, tweede lid, worden de hoofdonderzoekslogistiek en de directeurs-onderzoekslogistiek tevens belast met de participatie in de opleiding tot het onderzoek. ».

**Art. 11.** Artikel 19 van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Artikel 19 – Faculteitsgeaggregeerden, conservators-geaggregeerden, hoofdonderzoekslogistiek en directeurs-onderzoekslogistiek worden in vast verband benoemd. ».

**Art. 12.** De bijlage bij het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 wordt door de bij dit decreet gevoegde bijlage vervangen.

#### **TITEL II. — Wijzigingen aan het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers**

**Art. 13.** Artikel 4 van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Artikel 4. De loopbaan van het personeel bedoeld bij artikel 2 bevat vijf niveaus:

1° niveau A: onderzoeksassistent, onderzoekslogistiek;

2° niveau B: aangesteld navorsers, eerste onderzoekslogistiek;

3° niveau C: bevoegd verklaard navorsers, eersaanzewend onderzoekslogistiek;

4° niveau D: onderzoeksleider, hoofdonderzoekslogistiek;

5° niveau E: onderzoeksdirecteur, directeur-onderzoekslogistiek. ».

**Art. 14.** Artikel 10 van het decreet van 19 juli 1991 wordt met twee leden, luidend als volgt, aangevuld:

« De kwalificatie van onderzoekslogistiek (niveau A) kan aan elke persoon erkend worden bedoeld bij artikel 2 die minstens vier jaar wetenschappelijke anciënniteit telt.

De onderzoekslogistiek wordt belast met het implementeren en uitwerken van onderzoeksontwerpen waaronder, namelijk, de raadgeving bij, de supervisie van en het toezicht op het verloop van de wetenschappelijke activiteiten en experimenten en zorgt voor het behoud en het gebruik van spitswetenschappelijk materieel. ».

**Art. 15.** Artikel 11 van het voornoemde decreet van 19 juli 1991 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt:

« De kwalificatie van eerste onderzoekslogistiek (niveau B) kan aan elke persoon erkend worden die houder is van de kwalificatie van onderzoekslogistiek sinds minstens vier jaar of elke persoon die houder is van een diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een originele dissertatie of een these. Hij wordt belast met de opdrachten bedoeld bij artikel 10, derde lid. ».

**Art. 16.** Artikel 12 van het voornoemde decreet van 19 juli 1991 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt:

« De kwalificatie van eersaanzewend onderzoekslogistiek (niveau C) kan aan elke persoon erkend worden die houder is van de kwalificatie van eerste onderzoekslogistiek sinds minstens vier jaar of elke persoon die houder is van een diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een originele dissertatie of een these. ».

**Art. 17.** Artikel 13 van het voornoemde decreet van 19 juli 1991 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt:

« De kwalificatie van hoofdonderzoekslogistiek (niveau D) kan aan elke persoon erkend worden die houder is van de kwalificatie van eersaanzewend onderzoekslogistiek sinds minstens vier jaar. ».

**Art. 18.** Artikel 15 van het voornoemde decreet van 19 juli 1991 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt:

« De kwalificatie van directeur-onderzoekslogistiek (niveau E) kan aan elke persoon erkend worden die houder is van de kwalificatie van hoofdonderzoekslogistiek sinds minstens vier jaar. ».

**Art. 19.** Artikel 16 van het voornoemde decreet van 19 juli 1991 wordt door de volgende bepaling vervangen:

« De kwalificaties van aangesteld navorsers, bevoegd verklaard navorsers, onderzoeksleider, eerste logistiek, eersaanzewend onderzoekslogistiek, hoofdonderzoekslogistiek en directeur-onderzoekslogistiek worden voor een onbepaalde duur erkend. ».

#### **TITEL III. — Wijziging van het besluit van de Executieve van 18 november 1991 houdende uitvoering van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers**

**Art. 20.** In artikel 13 van het besluit van de Executieve van 18 november 1991 houdende uitvoering van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij punt 1 b), worden de woorden « voor de onderzoekslogistiek » toegevoegd;

- 2° bij punt 2, worden de woorden « eerste onderzoekslogistiek : » toegevoegd;  
 3° bij punt 3, worden de woorden « eerstaanwendend onderzoekslogistiek : » toegevoegd;  
 4° bij punt 4, worden de woorden « hoofdonderzoekslogistiek : » toegevoegd;  
 5° bij punt 5, worden de woorden « directeur-onderzoekslogistiek : » toegevoegd.

**TITEL IV. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling**

**Art. 21.** In artikel 40, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« het totale aantal betrekkingen van onderzoekslogistiek en eerste onderzoekslogistiek die niet houder zijn van een diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een originele dissertatie en een these kan niet hoger liggen dan 25 % van het totale aantal dergelijke betrekkingen. ».

**TITEL V. — Overgangsbepalingen en inwerkingtreding**

**Art. 22.** Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de leden van het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel, die, op de datum van de inwerkingtreding, gelijkgestelde opdrachten uitoefenen als deze bedoeld bij artikel 10bis, tweede lid van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953, in vast verband benoemd worden in de graad van onderzoekslogistiek.

Op het ogenblik van hun benoeming moeten de leden bedoeld bij het eerste lid :

- 1° ofwel minstens vier jaar wetenschappelijke anciënniteit genieten;  
 2° ofwel houder zijn van een diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een dissertatie;  
 3° ofwel gedurende vier jaar de opdrachten bedoeld bij artikel 10bis, tweede lid van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 hebben uitgeoefend.

**Art. 23.** Bij wijze van overgangsbepaling, is de voorwaarde bedoeld bij artikel 15ter, derde lid, 1° van het voornoemde koninklijk besluit van 31 oktober 1953 niet van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij artikel 22 van dit decreet en die aan de voorwaarden inzake benoeming bedoeld bij dat artikel 22 voldoen.

**Art. 24.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 januari 2013.

De Minister-president,  
 R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
 J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
 A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
 J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
 Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
 Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
 Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

Zitting 2012-2013

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 444-1. - Commissieamendement, nr. 444-2. - Verslag nr. 444-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. - Vergadering van 23 januari 2013.

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

[C – 2013/29161]

**14 NOVEMBRE 2012. — Arrêté ministériel portant reconnaissance et subventionnement de l'opérateur direct – bibliothèque locale de Tubize et Rebecq**

La Ministre de la Culture,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;

Vu le décret du 20 décembre 2011 contenant le budget des voies et moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 1999 portant reconnaissance de la bibliothèque publique locale de Tubize et son arrêté modificatif du 14 avril 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;

Vu l'avis du Service général de l'Inspection pour la Culture, rendu le 6 juillet 2012;